

sacres ne seraient qu'un moyen d'arbitrage de querelles politiciennes. Les responsables politiques, administratifs, militaires, ainsi que les exécutants auraient agi en dehors de tout système de représentations, comme par pur opportunisme. On sait à quel point les tueurs ont été mis en condition par une véritable propagande de guerre développée entre 1990 et 1994 contre « l'ennemi » tutsi. L'on sait aussi que la société rwandaise baignait depuis des décennies dans une idéologie raciale opposant « les féodaux hamites » (Tutsi) et « le peuple bantou » (Hutu), seul propriétaire légitime du pays au nom d'un ethno-nationalisme radical. Or ces mots d'ordre avaient été portés par les responsables politiques et militaires et les meurtriers y répondirent en conformant leurs pratiques à ces imaginaires. Il suffit de prêter attention à la nature des coups et des mutilations infligés aux corps des victimes pour s'en rendre compte. Les mémoriaux du génocide exposent de nombreux crânes sur lesquels se lit encore une violence signifiante, celle qui fut portée au visage en particulier. De même, la pratique systématique du viol et des tortures sexuelles correspond aux représentations ambivalentes d'une femme tutsi, à la sexualité débridée mais pourtant inaccessible.

Négliger d'inscrire le génocide dans une histoire sociale et culturelle empêche la compréhension véritable d'un tel événement, qui représente un défi pour les sciences sociales. De ce point de vue, l'ouvrage d'A. Guichaoua ne contribue guère à le relever. Il se présente comme une mise au jour des mécanismes politiques de l'extermination. Or il produit un effet déréalisant, précisément en raison de ce défaut d'examen des conditions de sa mise en œuvre.

JEAN-PIERRE CHRÉTIEN
HÉLÈNE DUMAS

Hélène Dumas

Le génocide au village. Le massacre des Tutsi au Rwanda
Paris, Éd. du Seuil, 2014, 368 p.

Le génocide des Tutsi du Rwanda a déjà fait l'objet de nombreux travaux. Ils se répartissent

en quatre grandes problématiques : le terreau idéologique de ce massacre de masse, son organisation politique et militaire, les implications internationales (notamment françaises), enfin le déroulement des tueries. C'est ce dernier aspect, de nature à la fois matérielle, psychologique et sociale, qui est analysé par Hélène Dumas. Pour reconstituer les lieux et les temps des massacres et pour identifier les acteurs (bourreaux et victimes) et les processus, l'auteur s'appuie sur les débats des tribunaux *gacaca*, des juridictions exceptionnelles qui ont jugé, entre 2002 et 2012, des centaines de milliers de cas en suspens, en recourant à une procédure d'arbitrage public héritée de l'ancien Rwanda. Elle a suivi de près un certain nombre de ces procès, qui livrent en kinyarwanda une histoire orale recueillie sur les lieux des crimes, au cœur du processus où se confrontent les protagonistes, amenés à revivre en quelque sorte, bon gré mal gré, le moment de la tragédie. Il ne s'agit pas d'une enquête inquisitoriale, encore moins d'une enquête journalistique superficielle. Le respect des témoins y est primordial.

La temporalité de ce vécu s'articule évidemment autour de la rupture radicale qu'a représentée le temps du massacre. Elle suggère souvent une vision idéalisée du passé, mais elle exprime surtout une conscience du caractère inouï de l'événement, malgré des crises antérieures qui pouvaient sembler annonciatrices. L'épreuve n'a pas conduit les rescapés à reconstruire le passé pour y convoquer des fatalités en guise de causalité. Les responsabilités essentielles restent endossées par les acteurs des années 1990. C'est plutôt en aval qu'est éprouvé le sentiment d'un temps inachevé, d'une rupture qui se prolongerait jusqu'au niveau du voisinage.

Cette approche « par le bas » a inspiré le titre du livre, même si, au Rwanda, « le village » est plutôt une « colline » parsemée de grappes d'enclos. En fait, c'est à l'échelle des groupes lignagers, des familles elles-mêmes, que le drame se noue. Ce génocide n'est pas une « guerre tribale » comme on l'a lu cent fois, mais il représente une véritable déchirure concertée du tissu social rwandais. Des massacres ont eu lieu aussi en ville, à Kigali et dans

des églises ou d'autres bâtiments publics à travers le pays, mais une enquête exhaustive a montré que plus de la moitié des victimes ont péri sur les collines, dans un environnement rural au calme trompeur.

Les concepteurs de cette entreprise d'extermination ont mis en branle une logique du sang (au sens de l'hérédité patrilinéaire) qui visait à rendre définitivement impossible toute relation normale entre Rwandais tutsi et hutu. On a vu ainsi un Hutu laisser tuer ses neveux et nièces de père tutsi, une mère assister au meurtre de ses enfants, nés de père tutsi, avec la complicité active de sa propre famille hutu. Depuis toujours, hors des cercles restreints de l'aristocratie de l'époque monarchique, les mariages ont été nombreux entre Tutsi et Hutu, rendant aléatoire la définition de ces fameuses « ethnies ». Pour les idéologues du *Hutu power*, il fallait que cela cesse et de façon radicale. Leur propagande était claire, mais quelles mises en condition, quelles peurs, quelles intimidations, quel aveuglement ont pu déboucher sur cette horreur ? Cette situation, que révèle de près l'enquête d'H. Dumas, a aussi rendu possible celle-ci, en ouvrant la porte des témoignages au cœur d'un monde où bourreaux et victimes s'étaient côtoyés.

Cela n'évacue pas la question de la propagande raciste¹, à l'œuvre dans ce pays depuis le début du xx^e siècle et orchestrée de façon intensive par des médias extrémistes depuis 1991, notamment par la Radio télévision libre des mille collines (RTL) durant les trois mois du génocide. Contrairement à ce que certains auteurs ont suggéré sur la base des témoignages de repentis, très gênés, voire honteux, de devoir se remémorer les mots de la haine qui les avaient inspirés à l'époque, une « utopie exterminatrice » (pour reprendre une expression discutée par le politologue américain Scott Straus²) est bel et bien en action.

Les témoignages recueillis évoquent par exemple très concrètement la mobilisation animée autour des cabarets par des militants locaux des milices et de la Coalition pour la défense de la République (CDR), les mots d'ordre venus de la ville, le processus d'animalisation des Tutsi, la volonté d'éradication des personnes, mais aussi de tout signe d'une

présence tutsi : à l'avenir « un enfant hutu ne devrait pas savoir à quoi ressemble un enfant tutsi ». L'inventivité locale dans la cruauté se moulaient dans l'imaginaire de la propagande : simulacres de vérification de « l'identité », miliciens revêtus de feuilles de bananier symbolisant leur appartenance au « peuple majoritaire » des paysans, latrines transformées en charniers et intitulées « CND », du nom du bâtiment du Conseil national de développement qui avait abrité à Kigali le contingent du Front patriotique rwandais (FPR) prévu par les accords d'Arusha. Il ne s'agissait donc pas de tueries anarchiques.

Une porosité s'était en outre créée depuis des mois entre des unités militaires et des bandes de miliciens, même si toute l'armée n'adhérait pas à ce processus, comme l'attestent les attitudes courageuses de tel ou tel. Le rôle de la guerre, qui avait repris au lendemain de l'attentat du 6 avril, est donc aussi posé, d'autant plus que la colline sur laquelle H. Dumas a notamment travaillé, Shyorongi, au nord-ouest de Kigali, était proche du front. De fait, l'ombre de la guerre civile plane alors partout dans le pays, ne fût-ce qu'à travers la propagande qui recourt au discours de « l'auto-défense » populaire. Le vocabulaire guerrier donne donc un « cadre d'intelligibilité » aux tueries (p. 509). Mais celles-ci ont lieu aussi dans des secteurs éloignés du front et, partout, ce sont plus des scènes de chasse que des combats proprement dits, même si la population, encore aujourd'hui, recourt à cette terminologie. La catastrophe de 1994 en tant que telle est née d'une politique raciste plus que de la guerre, quand bien même ce contexte a fonctionné comme un vecteur de banalisation de la haine particulièrement efficace.

JEAN-PIERRE CHRÉTIEN

1 - Jean-Pierre CHRÉTIEN *et al.*, *Rwanda. Les médias du génocide*, Paris, Karthala, 1995 ; Jean-Pierre CHRÉTIEN et Marcel KABANDA, *Rwanda, racisme et génocide. L'idéologie hamitique*, Paris, Belin, 2013.

2 - Scott STRAUS, *The Order of Genocide: Race, Power, and War in Rwanda*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.